

# ACTION URGENTE

## COLOMBIE. DES DÉFENSEURS INDIGÈNES VICTIMES DE MENACES DE MORT

**Juan Pablo Gutiérrez, défenseur des droits des peuples indigènes, a reçu une menace de mort adressée par un groupe paramilitaire, le visant lui et d'autres membres d'organisations colombiennes de défense des peuples indigènes. Cet homme a reçu un grand nombre de menaces par téléphone depuis. Sa vie et celle de ses collègues sont en danger.**

Le 14 août 2014, **Juan Pablo Gutiérrez** se trouvait près de chez lui dans le quartier Colina Campestre à Bogotá, la capitale de la Colombie, quand un inconnu lui a donné une enveloppe n'indiquant pas l'adresse de l'expéditeur. Elle contenait une menace de mort qui lui était adressée et qui visait également d'autres membres de l'Organisation nationale indigène de Colombie (ONIC), ainsi que des membres du Conseil régional indigène du Cauca (CRIC). Juan Pablo Gutiérrez, photographe franco-colombien, est aussi un défenseur des droits des peuples indigènes. Représentant international de l'ONIC, il a collaboré avec Amnesty International sur plusieurs projets photographiques.

Depuis longtemps, l'ONIC et le CRIC œuvrent pour protéger et promouvoir les droits des peuples indigènes de Colombie. La menace de mort – signée par le Bloc capital des Aigles noirs, un groupe paramilitaire – accusait Juan Pablo Gutiérrez d'être proche des guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et le déclarait une cible militaire. Il y était ensuite indiqué : « Nous rappelons au fils de pute rapporteur Juan Pablo Gutiérrez et à ses camarades de l'ONIC et du CRIC qui manipulent les peuples indigènes du pays qu'ils doivent respecter la Colombie ! Ceux qui déshonorent notre grande nation doivent être éliminés. Que le sale fils de pute soit protégé n'a pas d'importance. En Colombie ou ailleurs, il lui reste peu de temps. » Dans les jours qui ont suivi, Juan Pablo Gutiérrez a également reçu un grand nombre de menaces par téléphone.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :**

- faites part de votre inquiétude quant à la sécurité de Juan Pablo Gutiérrez et des autres membres de l'ONIC et du CRIC ;
- exhortez les autorités à fournir immédiatement à ces personnes une protection efficace, dans le respect de leurs souhaits, et rappelez-leur qu'elles ont pour obligation de protéger les défenseurs des droits humains en vertu de la Déclaration des Nations unies de 1998 sur les défenseurs des droits de l'Homme ;
- appelez-les à diligenter une enquête minutieuse et impartiale sur la menace de mort et le harcèlement visant Juan Pablo Gutiérrez et des membres de l'ONIC et du CRIC, à rendre les conclusions publiques et à traduire les responsables présumés en justice.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 2 OCTOBRE 2014 À :**

Directeur de l'Unité de protection du  
ministère de l'Intérieur

Andrés Villamizar

Unidad Nacional de Protección del

Ministerio del Interior

Carrera 58 No. 10-51

Bogotá, Colombie

**Fax : +57 1 261 6287 (merci de vous**  
**montrer persévérant-e)**

**Formule d'appel : *Estimado Sr.***

***Villamizar, / Monsieur,***

Procureur général

Eduardo Montealegre

Fiscalía General de la Nación

Diagonal 22B No. 52-01 (Ciudad Salitre)

Bloque C Piso 4, Bogotá, Colombie

**Fax : +57 1 570 2000 (composez le**

**2023 quand vous tombez sur le**  
**répondeur)**

**Formule d'appel : *Estimado Sr Fiscal***

***General, / Monsieur le Procureur***

***général,***

**Copies à :**

Organisation nationale indigène de

Colombie (ONIC)

Calle 12b No. 4 – 38

Bogotá, Colombie

**Fax : +57 1 284 3465**

**Courriel :**

[derechoshumanos@onic.org.co](mailto:derechoshumanos@onic.org.co)

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays (adresse/s à compléter) :**

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY**  
**INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## COLOMBIE. DES DÉFENSEURS INDIGÈNES VICTIMES DE MENACES DE MORT

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

La vie de Juan Pablo Gutiérrez a déjà été menacée en raison de son travail en faveur des droits humains. En 2011, alors qu'il vivait en France et qu'il agissait en tant que représentant international de l'ONIC, il a commencé à recevoir des menaces de mort, certaines lui disant qu'il ferait mieux de ne pas retourner en Colombie. Le 9 octobre 2013, alors qu'il conduisait sa camionnette à Bogotá, quatre hommes montés sur deux motos lui ont bloqué la route. Lorsqu'il a accéléré pour leur échapper, ceux-ci lui ont tiré dessus à plusieurs reprises mais ils n'ont touché que son véhicule. Malgré le fait que l'ONIC ait demandé à l'Unité de protection nationale de l'État d'accorder de toute urgence des mesures de protection à Juan Pablo Gutiérrez à la suite de cet incident, rien n'a été fait à ce jour.

Les populations indigènes, afro-colombiennes et paysannes et les défenseurs des droits humains sont toujours les principales victimes du conflit armé qui déchire la Colombie depuis des années. Les parties au conflit – d'un côté, les forces de sécurité, agissant seules ou en collusion avec les groupes paramilitaires, de l'autre, les guérilleros – se rendent coupables de violences et d'atteintes aux droits humains et au droit humanitaire international, comprenant des homicides de personnes protégées, des disparitions forcées ou des enlèvements, des actes de torture, des déplacements forcés et des violences sexuelles. Malgré les négociations pour la paix en cours entre le gouvernement colombien et les FARC, ces violences perdurent, principalement à l'encontre des civils, y compris des populations indigènes.

Plus de cinq millions de personnes ont été déplacées de force depuis 1985. D'après les derniers chiffres dont dispose l'ONG Codhes, près de 220 000 civils ont dû quitter leur domicile en 2013. Les populations indigènes souffrent toujours énormément de cette situation. Selon l'ONIC, au moins 137 indigènes ont été tués entre janvier 2013 et juin 2014.

Nom : Juan Pablo Gutiérrez  
Homme

AU 210/14, AMR 23/029/2014, 21 août 2014

